

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CACHE

BP 63
62610 Balinghem

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\CACHE
Imprimerie_Balinghem_070.01400\2_INSPECTIONS
Code AIOT : 0007001400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2024 dans l'établissement SAS CACHE implanté CD 231 BP 63 62610 Balinghem. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CACHE
- CD 231 BP 63 62610 Balinghem
- Code AIOT : 0007001400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Deux sociétés cohabitent sur le site : la SAS CACHE et la SARL Brochage 62.

L'imprimerie SAS CACHE a pour activité l'imprimerie sur support papier. Les principaux produits sont les prospectus et les brochures. La société Brochage 62 gère les opérations de finition. Les installations de ces deux sociétés sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2000 pris au nom de la société SAS CACHE. Cette dernière reste donc responsable de l'exploitation de l'ensemble des installations.

Les installations sont soumises à autorisation au titre de la rubrique 2450-1 devenue 2450-A en 2017 (modification de la nomenclature) et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2000.

30 personnes sont employées sur le site.

Une procédure de redressement judiciaire a été ouverte le 26/07/2024 (pour les deux sociétés). La période d'observation a été prolongée jusqu'au 23 janvier 2025.

L'objectif de l'inspection est notamment de vérifier l'élimination régulière des déchets produits par l'établissement dans des filières régulièrement autorisées et le bon fonctionnement de l'installation de traitement des rejets atmosphériques.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est relevé un laisser-aller dans la gestion de certains stockages des matières combustibles, déchets, matières dangereuses. Les conditions de stockage doivent être améliorées. L'objectif est de ne pas multiplier les stockages notamment de matières combustibles, et pour cela d'identifier et d'autoriser des zones de stockages, des allées de circulation et de s'y tenir.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a indiqué "*faire le maximum pour désencombrer les locaux et identifier les zones de stockage*".

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	élimination déchets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2000, article 13.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2000, article 13.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2000, article 11.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	modifications notables	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L 181-14	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'exploitant procède à l'élimination régulière de ses déchets hormis les 50 containers à encre vides. L'exploitant procédera à leur reprise par le fournisseur ou à leur

élimination.

Le suivi de l'installation de traitement atmosphérique (enregistrement des contrôles et incidents) n'est pas repris dans un registre. L'exploitant ne peut pas justifier la bonne marche de ses installations.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a reconnu rencontrer des difficultés pour maintenir cette installation en bon état (notamment en raison de la disponibilité des pièces détachées).

Le registre des déchets tel que demandé n'est pas mis en place.

Une installation d'élimination de chiffons souillés et huileux identifiée dans le bordereau de déchets n'est pas autorisée à cet effet.

L'état des stocks à jour n'est pas disponible.

L'exploitant a précisé que son entreprise ayant été placée en redressement judiciaire depuis fin juillet 2024, il est fort probable que certaines installations soient mises à l'arrêt définitif modifiant ainsi le classement administratif des installations.

Cependant, à ce jour certaines installations ont d'ores et déjà été supprimées. Un porter-à-connaissance doit être réalisé.

Il sera proposé de mettre en demeure, l'exploitant de procéder à la mise en place d'un registre de suivi des déchets, de procéder à l'élimination de l'ensemble de ses déchets dans une installation autorisée, d'un registre de suivi de l'installation de traitement atmosphérique, d'un état des stocks et de porter à la connaissance du préfet, les modifications apportées à ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : élimination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2000, article 13.4
Thème(s) : Risques chroniques, élimination déchets
Prescription contrôlée : les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte. Les déchets d'emballage des produits sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filière agréées, conformément au décret n°94-609 du 13 juillet 1994 en vigueur. L'exploitant organise, le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage. Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

<p>Constats :</p> <p>L'objectif de l'inspection était de vérifier que depuis son placement en procédure de redressement judiciaire l'exploitant continue d'éliminer régulièrement les déchets produits. L'exploitant a ainsi produit 7 factures d'élimination de déchets depuis 02/2024. Des éliminations de déchets sont intervenues en 02, 03 et 04 2024 (avant l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire) et à deux reprises en septembre 2024 (après l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire et avant la visite d'inspection inopinée). Les quantités de déchets dangereux éliminés en septembre sont du même ordre de grandeur que les quantités éliminées avant l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire.</p> <p>Cependant, il a été constaté sur site un stockage de plus de 50 containers à encre vides sans disposition prise par l'exploitant pour procéder à leur élimination. Suite à la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection, par courriel du 30/09/2024, avoir pris contact avec les fournisseurs pour reprise des emballages consignés.</p> <p>Les BSD des déchets éliminés (ou en passe de l'être) ont été transmis.</p> <p>Les déchets ont été éliminés dans des installations régulièrement autorisés.</p> <p>Néanmoins, deux transmissions interpellent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bordereau non signé pour un départ de déchets dangereux (chiffons souillés par des matières dangereuses) indique que ces déchets sont à destination d'une blanchisserie industrielle. Cette blanchisserie n'est pas autorisée à recevoir des déchets dangereux. • des résidus de chiffon souillés et huileux (non repris comme déchets dangereux) ont été dirigés à deux reprises vers une société ALSACE DÉCHETS INDUSTRIELS SPÉCIAUX située en Alsace, non connue pour être une installation autorisée à traiter de tels déchets. Ces déchets font l'objet d'un regroupement sur le site de DRUCK CHEMIE en Seine et Marne avant envoi en Alsace. Les deux bordereaux sont signés. <p>Ce dernier point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2000, article 13.5
Thème(s) : Risques chroniques, registre déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un registre est tenu sur lequel sont reportées les information suivantes : codification, type et quantité de déchets produits, opération ayant généré chaque déchet,nom des entreprises et des transporteurs assurant l'enlèvement des déchets, date des différents enlèvements pour chaque type de déchets, nom et adresse des centres d'élimination, nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination, référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages.</p>
Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de produire un registre conforme à la demande de l'article 13.5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2000, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, épurateur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'IIC. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le registre reprenant les résultats des contrôles de la bonne marche des installations de traitement ainsi que les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations ou le fonctionnement d'une alarme.</p> <p>L'exploitant fait part à l'inspection des difficultés rencontrées dans l'entretien de cette installation. A l'arrivée sur site, l'installation de traitement ne fonctionnait pas et était en cours de redémarrage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks reprenant l'ensemble des matières combustibles n'est pas disponible.</p> <p>Sont ici visées les matières combustibles y compris non dangereuses et non classées ainsi que les</p>

déchets. L'identification ne doit pas être un nom commercial ou une référence produit. Cet état des stocks doit être exploitable. Si des produits sont présents en petite quantité par exemple très inférieure aux différents seuils de la déclaration, ces derniers peuvent ne pas être comptabilisés. Une mise à jour hebdomadaire pour les matières non dangereuses et quotidienne pour les matières dangereuses est une bonne pratique. La localisation de ces stockages sur un plan ICPE est un plus. Un recalage annuel par inventaire physique, le cas échéant de manière tournante, est une bonne pratique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : modifications notables

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/01/2020, article L 181-14
Thème(s) : Situation administrative, modifications installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une seule rotative ("rotative 3") reste présente sur site pour deux rotatives autorisées au titre de la rubrique 2450-A.</p> <p>Ces modifications doivent être portées à la connaissance du préfet.</p> <p>L'exploitant a également précisé que son entreprise avait dû être placée en redressement judiciaire depuis fin juillet 2024 et qu'il soit fort probable que certaines installations soient modifiées révisant ainsi le classement administratif des installations.</p> <p>Le porter-à-connaissance des installations englobera l'ensemble des modifications présentes et à venir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois